

DELIBERATION N° 2017-114 MODIFIEE

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 12 DECEMBRE 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc Dalloz, Vice-Président du Conseil d'Administration.

Considérant que :

-Conformément à l'article 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, les frais de mission à l'étranger sont remboursés sur la base des indemnités forfaitaires fixées par arrêté,

-L'établissement, sur délibération du Conseil d'Administration, peut fixer des règles dérogatoires,

Article 1

Autorise l'ordonnateur, au regard des spécificités de la mission, à rembourser les missions à l'étranger pour un montant forfaitaire inférieur aux indemnités fixées par arrêté.

L'état liquidatif de la mission, signé par l'ordonnateur ou son délégataire et par le missionnaire vaut validation du montant accordé. La présente délibération sera effective jusqu'au 30 décembre 2020.

Article 2

Conformément au dernier alinéa de l'article 7 du décret 2006-781 du 3 juillet 2016, portant sur l'obligation de fixer une durée limitée, la présente délibération sera valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 25

Fait à Nice, le

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-114

TRANSMISE AU RECTEUR :

14 FEV. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.